
Autres activités des commissions permanentes

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Avis

La commission a rendu un avis positif sur les sections 21, 23 et 24 du projet de loi contenant le budget général de dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris les justifications et les notes de politique générale) ([DOC 53K3071](#)/001).

Echanges de vue, auditions et rencontres

Le 22 octobre 2013, la commission a examiné l'observation C.1.9 du rapport 2011-2012 du collège des procureurs généraux (article 37, § 2, de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage), transmis par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif ([DOC 53C1414](#)). L'observation porte sur l'accès à l'assurance chômage belge des étrangers qui n'ont été actifs que pendant un court laps de temps sur le marché du travail en Belgique.

Le 28 janvier 2014, la commission a organisé une audition consacrée au rapport « Monitoring socio-économique » du SPF Emploi, Travail et Concertation sociale et du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Dans le cadre de cette audition, les personnes suivantes ont été invitées : M. Tom Bevers et Mme Valérie Gilbert (SPF Emploi, Travail et Concertation sociale), ainsi que MM. Jozef De Witte et Michel Vanderkam (Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme) ([DOC 53C3380](#)).

Le 18 mars 2014, la commission a procédé à un échange de vues sur la réforme du régime des allocations aux personnes handicapées avec le secrétaire d'État aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique.

Au cours de la même réunion, la commission a également eu un échange de vues avec la ministre de l'Emploi sur le régime des titres-services.

Avis

- La commission a examiné le suivi de l'arrêt n° 145/2011 de la Cour constitutionnelle, qui lui avait été renvoyé par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif (réunion du 9 octobre 2013).
- La commission a émis à l'intention de la commission des Finances et du Budget un avis positif sur la section 16 (ministère de la Défense) du projet de budget général des dépenses 2014 (réunion du 25 novembre 2013), [DOC 53K3071/0027](#).

Visites

- Le vice-premier ministre et ministre de la Défense a commenté le 9 décembre 2013, au cours d'une réunion commune du Comité d'avis fédéral chargé des Questions européennes, de la commission de la Défense nationale (Ch) et de la commission des Relations extérieures et de la Défense (S), la politique de défense commune inscrite à l'ordre du jour du sommet européen des chefs d'État et de gouvernement des 19 et 20 décembre 2013.
- Le lieutenant-général Philippe Grosdent, directeur général DG *Human Resources*, le pharmacien général-major Danielle Levillez, directeur du département d'état-major *Well-being*, la colonelle Annicq Bergmans, chef de la section Recrutement et Sélection, DG *Human resources*, Mme Charlotte Isaksson, *gender advisor to Saceur/Aco (Allied Command Operations), Shape*, M. Jeroen Decuyper, attaché, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, ainsi que les représentants des organisations syndicales auprès de la Défense, ont été entendus le 22 janvier 2014 dans le cadre de l'examen de la proposition de résolution relative à la politique du genre à la Défense ([DOC 53K2736](#)).
- Le 29 janvier 2014, les commissions réunies des Affaires étrangères et de la Défense ont entendu M. Hans Kristensen, *Director Nuclear Information Project, Federation of American Scientists*, sur la modernisation des armes nucléaires de l'OTAN.
- Le 4 février 2014, les commissions réunies de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, de la Défense, de la Justice et de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques ont procédé à un échange de vues avec le premier ministre sur le thème de la cybersécurité.
- Du 5 au 7 octobre 2013, une délégation de la commission a rendu une visite de travail aux militaires belges en Afghanistan.
- Le 20 novembre 2013, une rencontre a été organisée entre une délégation de la commission et plusieurs membres de la commission de la Défense de la *Tweede Kamer* à La Haye, sur le thème de la coopération militaire dans le cadre du Benelux et de l'Europe. Dans ce contexte, une rencontre similaire a eu lieu le 19 février 2014 à Paris entre les membres des commissions belges de la Défense de la Chambre et du Sénat et leurs collègues français de l'Assemblée nationale et du Sénat français.

COMMISSION DE L'ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'EDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Avis

La commission a émis, à l'intention de la commission des Finances et du Budget, un avis sur le projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (sections 2, 32 et 46).

Suivi législatif

Suivi des arrêts prononcés par la Cour constitutionnelle en 2011 et 2012.

Cour constitutionnelle 27 juillet 2011, n° 136/2011 ;

Cour constitutionnelle 8 mars 2012, n° 35/2012

Échanges de vues, auditions et rencontres

Le 14 janvier 2014, la Commission a approuvé le budget de la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz (CREG) après avoir entendu :

Mme Marie-Pierre Fauconnier, présidente de la CREG ;

M. Koen Loquet, directeur budget à la CREG.

Échange de vues le 11 février 2014 avec le vice-premier ministre et ministre de l'Économie, des Consommateurs et de la Mer du Nord sur les assurances auto pour les jeunes.

Échanges de vues le 25 mars 2014 avec le secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie et à la Mobilité sur la convention du 12 mars 2014 relative à la prolongation de la durée de vie (Tihange 1) conclue entre l'État belge et Electrabel S.A. et EDF Belgium S.A. et GDF Suez S.A. et EDF S.A. 25/32014.

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Avis

La commission n'a émis aucun avis de subsidiarité.

Échanges de vues, auditions

La commission a organisé des échanges de vue sur :

- le conseil Ecofin des 14 et 15 octobre et du 15 novembre 2013, [DOC 53C3230](#)..

La commission a organisé des auditions sur :

-
- la Cellule de Traitement des Informations financières (CTIF), avec M. Jean-Claude Delepière, président de la CTIF, [DOC 53C3269](#);
 - la situation actuelle au SPF Finances et la mise en oeuvre du projet Coperfin 2.0., avec les syndicats et le ministre des Finances, chargé de la Fonction publique, [DOC 53C3363](#);
 - la problématique du suivi de dossiers judiciaires en matière de fraude fiscale et de blanchiment, avec le Collège des procureurs généraux, [DOC 53C3481](#);
 - le renforcement des sanctions contre les intermédiaires fiscaux, (dans le cadre des propositions de loi [DOC 53C2738](#) et [DOC 53C2811](#)).

La commission a reçu les délégations étrangères suivantes:

- une délégation de la commission de l'Économie, du Budget et des Finances du Parlement de la République de Moldavie.

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Avis

Le 10 décembre 2013, la commission a formulé un avis de subsidiarité sur la proposition de directive (COM(2013)622): Proposition de DIRECTIVE DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL établissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de navigation intérieure et abrogeant la directive 2006/87/CE du Parlement européen et du Conseil (COM(2013)622).

Echanges de vue, auditions et rencontres

- Télécommunications

Le 1^{er} octobre 2013, M. Willem Debeuckelaere, président de la Commission d'éthique pour les télécommunications, a été auditionné en ce qui concerne le rapport annuel 2012 et le rapport d'évaluation relatif au fonctionnement de la Commission d'éthique.

Le 17 octobre 2013 M. Didier Bellens, CEO de Belgacom, a été auditionné à propos de l'éventuelle confusion d'intérêts dans son chef à l'occasion de la vente du bâtiment « Paille ».

Le 6 novembre 2013, MM. Stefaan De Clerck et Pierre-Alain Demedt, respectivement président du conseil d'administration et président du comité d'audit et de contrôle de Belgacom, ont été auditionnés concernant d'éventuels cas de confusion d'intérêts dans le chef de membres du conseil d'administration de Belgacom.

Le 4 février 2014, il a été procédé à un échange de vues avec le premier ministre Elio Di Rupo sur le thème de la cybersécurité.

Le 5 février 2014, l'étude sur les prix résidentiels en matière de télécommunications a fait l'objet d'une présentation par le Conseil de l'IBPT, représenté par MM. Jack Hamande, Président, Charles Cuvellez, Axel Desmedt et Luc Vanfleteren.

Commission d'éthique pour les télécommunications

Le 21 mars 2014, il a été procédé à l'audition de Mme Dominique Leroy, CEO de Belgacom, et de M. Stefaan De Clerck, président du conseil d'administration, à propos de la politique future de l'entreprise ainsi que du renforcement des règles de gouvernance d'entreprise et des résultats de l'enquête complémentaire menée par Deloitte en ce qui concerne la vente du bâtiment « Paille ».

- Transport ferroviaire

Le 1^{er} octobre a eu lieu un échange de vues avec le ministre des Entreprises publiques et de la Coopération au développement, chargé des Grandes villes, à propos de la réforme du groupe SNCB et du plan d'investissements 2013-2025.

Le 6 novembre 2013, MM. Jos Decelle et Etienne De Ganck, managers de la ponctualité de respectivement Infrabel et la SNCB, ont été auditionnés à propos de la ponctualité du trafic ferroviaire.

Le 10 décembre 2013 a été organisée l'audition de M. Jo Cornu, CEO de la SNCB, sur le nouveau plan de transport.

- Trafic routier

Le 5 novembre 2013, il a été procédé à l'audition de Mme Karin Genoe, administratrice déléguée de l'Institut belge pour la sécurité routière (IBSR), à propos des recommandations de la Commission fédérale pour la sécurité routière (CFSR).

Le 8 janvier 2014, le secrétaire d'État à la Mobilité, à l'Énergie et à l'Environnement a présenté un exposé sur les modifications qui, par le biais de la modification de l'arrêté royal de 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière, seront apportées en matière de circulation sur la bande d'arrêt d'urgence, d'insertion alternée et à d'exemption de l'obligation du port de la ceinture.

Le 18 février 2014, il a été procédé à l'audition de M. Marnix Scheerlinck, responsable de la Direction de l'immatriculation des véhicules (DIV), à propos du fonctionnement de ce service et des différentes procédures d'homologation.

Le 25 février 2014, il a été procédé à l'évaluation de la campagne « Bob » en présence de Mme Karin Genoe, administratrice déléguée de l'Institut belge pour la sécurité routière (IBSR), M. Michaël Jonniaux, directeur de la police fédérale de la route et de M. Jean-Marie Brabant, président de la Commission permanente de la police locale.

- Transport routier

Le 22 janvier 2014, une audition a été organisée au sujet des nombreuses propositions de réforme du secteur des transports, avec M. Yves Mannaerts, directeur de la FBAA; M. Karel Van Coillie, Touring; M. Ivan Bruggeman, inspecteur de police; M. Roberto Parillo, responsable de la CSC-Transcom; M. John Reynaert, responsable de la FGTVB Transport et Logistique; M. Lode Verkinderen, secrétaire général Transport et Logistique Flandre; M. Philippe Degraef, directeur de la Febetra; M. Michaël Reul, secrétaire général de l'UPTR; M. Johan Mattart, directeur général de BRAFCO; M. Philippe Decrock, directeur du service d'études de Federauto; M. Marc De Wilde, vice-président de Detabel.

Visites

Le 26 février 2014, la commission a effectué une visite à Belgocontrol.

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Avis

Budget

Lors de ses réunions des 19 et 26 novembre et 3 décembre 2013, la commission a rendu à la commission des Finances et du Budget des avis favorables sur les sections suivantes du projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 :

- sur la section 04 - SPF Personnel et Organisation et la section 05 – SPF Technologie de l'Information et de la Communication ;
- sur la section 02 - SPF Chancellerie du Premier ministre;
- sur la section 13 - SPF Intérieur et la Section 17 – Police fédérale et Fonctionnement intégré ;
- sur la section 44 – SPP Intégration sociale, lutte contre la pauvreté et économie sociale (*partim* : accueil des demandeurs d'asile).

Application de l'art. 28.4 du Règlement

Lors de sa réunion du 13 novembre 2013, la commission a rendu un avis sur le projet de loi complétant la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, en vue d'élargir la compétence de contrôle de la Cellule de traitement des informations financières en ce qui concerne l'extrémisme ([DOC 53C2817](#)).

Lors de sa réunion du 11 mars 2013, la commission a rendu un avis sur la proposition de loi visant à interdire la fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation de tout système répulsif vis-à-vis des jeunes (DOC [53C2799](#)).

Echanges de vues, auditions et rencontres

La commission a consacré sa réunion du 22 octobre 2013 à une audition relative au rapport annuel 2012 du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, à la politique de retour et à la problématique de la régularisation médicale (art. 9^{ter} de la loi du 15 décembre 1980) (DOC [53C3136](#)).

Au cours de cette audition, les personnes suivantes ont été entendues:

- M. Dirk Van den Bulck, commissaire-général aux réfugiés et aux apatrides;
- M. Freddy Roosemont, directeur général de l'Office des Étrangers;
- Mme Els Keytsman, directrice de "*Vluchtelingenwerk Vlaanderen*";
- Mme Fred Mawet, directrice du CIRÉ (Coordination et Initiatives pour Réfugiés et Etrangers);
- M. Alexis Deswaef, président de la Ligue des Droits de l'homme.

Le 14 janvier 2014, la commission a examiné le rapport de la sous-commission pour Sécurité nucléaire relatif aux résultats des stresstests belges ([DOC 53C3382](#)).

Le 4 février 2014, la commission a tenu une réunion commune avec la commission de la Défense nationale, la commission de l'Infrastructure, des Communications et des Entreprises publiques et la commission de la Justice. Cette réunion était consacrée à un échange de vues avec le Premier Ministre sur la cybersécurité.

(<http://www.lachambre.be/doc/CCRI/pdf/53/ic915.pdf>) .

La réunion du 11 février 2014 a été consacrée à une audition concernant les projets et propositions de loi suivants:

- projet de loi modifiant l'article 41 de la loi sur la fonction de police du 5 août 1992, en vue de garantir l'identification des policiers tout en améliorant la protection de leur vie privée - Transmis par le Sénat, [DOC 53C2871](#) ;

- projet de loi modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance - Transmis par le Sénat, [DOC 53C2986](#);

- proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Frank Wilrycx, Bart Somers, Patrick Dewael, Vincent Van Quickenborne) modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, [DOC 53C2917](#);

- proposition de loi (Bercy Slegers, Jenne De Potter, Nahima Lanjri) modifiant la législation relative à l'utilisation de caméras de surveillance par les fonctionnaires de police, [DOC 53C3042](#) ;

- proposition de loi (Josy Arens, Jenne De Potter, Jacqueline Galant) modifiant la loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance, [DOC 53C3290](#).

Au cours de cette audition, les personnes suivantes ont été entendues :

- M. Yves Bogaerts, chef de corps de la zone de police de Malines;
- M. André Desenfants, directeur-coordonateur de la police fédérale pour l'arrondissement de Liège;
- M. Gert Cockx, président national du Syndicat national du personnel de police et de sécurité (SNPS);
- MM. Vincent Gilles, Vincent Houssin et Mark Eijnkens, représentants du Syndicat Libre de la Fonction Publique (SLFP);
- M. Stefan Verschuere, vice-président de la commission pour la protection de la vie privée;
- M. Manuel Lambert, représentants de la Ligue des droits de l'homme.

[DOC 53C3425](#).

La commission a procédé, lors de sa réunion du 19 mars 2014, à l'examen du rapport de la sous-commission pour la Sécurité nucléaire concernant l'incident survenu sur le site de l'entreprise de traitement de déchets nucléaires Belgoprocess à Dessel et l'impact de celui-ci sur le futur entreposage des déchets nucléaires. L'examen de ce rapport a été l'occasion d'un échange de vues avec le secrétaire d'État à l'Environnement, à l'Énergie, à la Mobilité et aux Réformes institutionnelles [DOC 53C3551](#).

La commission a consacré sa réunion du 1^{er} avril 2014 à un échange de vues avec la vice-première ministre et ministre de l'Intérieur et de l'Égalité des chances sur la réforme de la sécurité civile [DOC 53C3577](#).

COMMISSION DE LA JUSTICE

Avis

Budget

Le 26 novembre 2013, la commission a émis, par 9 voix contre 3, un avis positif à la commission des Finances et du Budget sur le projet de budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 (y compris la justification et la note de politique générale) – Section 12 – SPF Justice, [DOC 53C3071](#)

Application de l'article 28.4 du règlement de la Chambre

Le 26 novembre 2013, la commission a émis, à l'attention de la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique, un avis sur la proposition de loi modifiant le Code civil, la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques et l'arrêté royal du 10 décembre 1996 relatif aux pièces et certificats d'identité pour enfants de moins de douze ans, afin de prévenir l'enlèvement parental international d'enfants, [DOC 53C0622](#)

Le 26 novembre 2013, la commission a émis, à l'attention de la commission de la Défense nationale, un avis sur le projet de loi modifiant la loi du 15 août 2012 relative à la création et à l'organisation d'un intégrateur de services fédéral, [DOC 53C2955](#).

Suivi législatif

* Le mercredi 23 octobre 2013, lettre du 26 juillet 2013 du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif :

- examen des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2013 ;
- examen des arrêts rendus par la Cour constitutionnelle en 2011 et 2012 : actualisation du tableau de suivi.

*Mardi 12 novembre 2013:

Lettre du 13 juin 2013 du président du Comité parlementaire chargé du suivi législatif: examen des remarques du rapport 2011-2012 du Collège des procureurs généraux, [DOC 53C1414](#).

*Mardi 11 février 2014:

Examen des arrêts de la Cour constitutionnelle prononcés entre le 1^{er} juillet et le 31 décembre 2013 renvoyés à la commission de la Justice par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif.

Avis de subsidiarité

Mardi 11 février 2014:

Examen des initiatives européennes concernant les droits procéduraux des suspects et des personnes poursuivies dans le cadre des procédures pénales (Avis de subsidiarité, art. 37*bis* du Règlement): décision de la commission de ne pas émettre d'avis de subsidiarité

Échanges de vues

22 octobre 2013: *Debriefing* du Conseil JAI du 7 octobre 2013 par la ministre de la Justice.

15 janvier 2014: Audition des membres du bureau du Conseil supérieur de la justice à propos du rapport annuel 2012 du Conseil supérieur.

11 mars 2014: Rencontre avec M. Jean Fahed, président du Conseil supérieur de la magistrature et premier président de la Cour de cassation de la République libanaise.

Visite

29 janvier 2014: visite de la prison de Marche-en-Famenne.

COMMISSION CHARGÉE DES PROBLÈMES DE DROIT COMMERCIAL ET ÉCONOMIQUE

Avis

La commission a examiné le suivi de l'arrêt n° 44/2013 de la Cour constitutionnelle qui lui a été transmis par le Comité parlementaire chargé du suivi législatif (réunion du 22 octobre 2013).

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Avis

La commission a rendu un avis à la commission des Finances et du Budget sur le projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2013 (y compris la justification et la note de politique générale) - Section 14 - SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ([DOC 53K3071](#), [DOC 53K3072/9](#)) ainsi que sur les notes de politique générale relatives à la Coopération au développement, d'une part, et aux Affaires étrangères, Commerce extérieur et Affaires européennes, d'autre part ([DOC 53K3096/030](#) et [DOC 53K3096/026](#)).

Echanges de vue, auditions et rencontres

Lors des séances de questions orales, de nombreux dossiers relatifs à l'actualité internationale ont été abordés. Des débats d'actualité ont également été organisés avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur les thèmes suivants : la situation aux Philippines suite au passage du typhon Haiyan (communication), la mission du ministre au Proche-Orient (1 débat), la situation en Egypte (1 débat), le projet d'accord de libre échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis (1 débat), la situation des droits de l'homme et des LGBT dans le monde (1 débat).

D'autre part, la commission a entendu :

-
- M. Dominique de Crombrugghe, Évaluateur spécial de la Coopération internationale, M. Hans Slegtenhorst (Carnegie Consult) et de M. Luuk Zonneveld, CEO de BIO, sur la deuxième phase d'évaluation de BIO (10 décembre 2013) ;
 - L'abbé Apollinaire Muholongu Malumalu, Président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) de la République démocratique du Congo (21 janvier 2014) ;

Enfin, trois réunions communes ont été organisées avec la commission des Relations extérieures et de la Défense du Sénat, sur les thèmes suivants :

- Audition de M. Hans Kristensen, Director Nuclear Information Project – Federation of American Scientists (29 janvier 2014 – réunion commune avec la commission de la Défense de la Chambre) ;
- Echange de vues avec le vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes sur la situation en Ukraine (11 mars 2014) ;
- Echange de vues avec M. Karel De Gucht, commissaire européen au Commerce, sur les avancées réalisées dans les négociations sur le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les États-Unis (12 mars 2014).

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ
--

Avis

La commission a rendu un avis favorable sur les sections et parties suivantes du projet de loi contenant le budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2014 ([DOC 53K3071](#)) :

- sur la section 24 (partim: Égalité des chances)
- sur la section 24 (partim: Victimes de guerre)
- sur la section 25 (partim: Environnement)
- sur la section 25 (partim: Sécurité de la chaîne alimentaire)
- sur la section 25 (partim: Milieu marin)
- sur la section 25 (partim: Développement durable)
- sur la section 25 (partim: Santé publique)
- sur la section 33 (partim: Beliris)
- sur la section 44 (partim: Politique des grandes villes)

-
- sur la section 44 (partim: Intégration sociale et Lutte contre la pauvreté)

Echanges de vue, auditions et rencontres

La commission a procédé aux échanges de vues et aux auditions suivantes:

- Échange de vues sur les lignes directrices des arrêtés d'exécution de la loi du 29 avril 1999 relative aux pratiques non conventionnelles dans les domaines de l'art médical, de l'art pharmaceutique, de la kinésithérapie, de l'art infirmier et des professions paramédicales, en ce qui concerne l'ostéopathie ([DOC 53K2644](#))
- Auditions sur les propositions de résolution suivantes ([DOC 53K3080](#)):
 - Proposition de résolution visant à améliorer l'approche du SFC/EM/DPI ([DOC 53K3080](#));
 - Proposition de résolution relative au problème du syndrome de fatigue chronique ([DOC 53K0479](#));
 - Proposition de résolution visant à améliorer le diagnostic et la prise en charge des personnes atteintes du syndrome de fatigue chronique ([DOC 53K2824](#))
- Échange de vues sur le rapport annuel 2012 du Centre fédéral d'expertise des soins de santé ([DOC 53K3146](#))

Par ailleurs, M. Dirk Lips, président du Conseil du bien-être animal, a exposé l'avis du 10 décembre 2013 du Conseil, relatif à l'hébergement des dauphins. Cet avis fait suite à la résolution, adoptée par la Chambre le 23 juin 2005, « relative à l'interdiction de toute nouvelle implantation de delphinariums sur le territoire belge et au suivi médical et scientifique du delphinarium de Bruges » (Affaire sans rapport).